

LE



CANAILLE

JOURNAL INDÉPENDANT FONDÉ PAR HABIB OULD MAHFOUDH - ÉDITION FRANÇAISE - ONZIÈME ANNÉE - NUMÉRO 418 DU 12 NOVEMBRE 2003 - 200 UM - 500 FCFA

Chronique de l'élection de tous les "dangers"

Après moi le déluge, semblait dire le président sortant; avec lui, c'est l'enfer, alertaient en chœur les trois principaux candidats de l'opposition. Rarement choix aura été aussi difficile et risqué pour un citoyen face aux plateaux que lui offrent à la fois son pouvoir et son opposition.

Si certains observateurs de la scène politique nationale s'accordent à reconnaître que la campagne pour la présidentielle du 07 novembre dernier a été, partiellement, calme et apaisée, nombreux sont ceux qui, aujourd'hui, admettent que cette même campagne fut le théâtre, dès le départ, d'invectives, de provocations, de dénonciations et de surenchères. Retour sur une élection où le vainqueur apparaît frustré et où le vaincu n'a pas le droit de pleurer sa défaite. Un état de fait qui donne à la compétition un goût d'inachevé.

Quand, au cours d'une conférence de presse le premier août 2003, Mohamed Khouna Ould Haïdalla faisait part de sa décision de briguer la magistrature suprême du pays en invoquant, furtivement, "une situation de crise profonde que traverse le pays du fait de la corruption et de la fraude fiscale érigées en système", l'ancien président ne savait pas qu'il venait d'ouvrir le bal des hostilités avec le pouvoir. Celui-ci, visiblement pris de court, a aussitôt réagi par le biais d'"El Joumhourya", organe officiel du parti au pouvoir. Le journal publiait le lendemain un long réquisitoire sur la période du

régime de Haïdalla qualifiée "de quatre années d'enfer". Mieux encore dira le journal, "les mauritaniens n'ont pas la mémoire courte pour accorder leur vote à cet homme". La campagne venait alors, trois mois avant son ouverture officielle, de commencer. Au fur et à mesure que l'échéance approchait, la tension montait dans les différents états majors. Une tension fortement entretenue par une "classe politique et intellectuelle" qui a énormément versé dans la passion, le quatrième pouvoir servant souvent de tribune pour les coups bas que se donnent les adversaires.

De l'autre côté, les candidatures, sans surprise, de Ahmed Ould Daddah et de Messaoud Ould Boulkheïr ont été pour le pouvoir la goutte d'eau qui fera déborder le vase. Durant la campagne, le président sortant parlera alors de "coordination

Suite en page 5

Chronique de l'élection de tous les "dangers"

Suite de une

entre ses trois principaux challengers" qui s'en prennent à lui. Il les accusera de ne pas avoir de programme alternatif et d'être de mauvaise foi. A propos de Ahmed, le président dira "que cet homme manque de patriotisme car il n'a cessé de ternir l'image du pays à l'étranger et à demander à la communauté internationale de sanctionner la Mauritanie en lui refusant son aide économique." Messaoud, lui, dira Ould Taya, "s'évertue à semer la division dans le pays en procédant à la séparation entre arabes, haratines et négro-mauritaniens"; et pour Haïdalla, il notera que "cet homme avait dirigé le pays avec une main de fer et de misère. Il avait surtout emprisonné le père fondateur de la nation que j'ai moi-même gracié". L'atmosphère sera alors explosive. Les candidats incriminés rendaient aussitôt au président candidat la monnaie de sa pièce. Pour Messaoud, Ould Taya doit "savoir que la Mauritanie n'est pas sa propriété à lui et que les mauritaniens sauront toujours lui survivre; or celui qui n'a pas pu réaliser quelque chose durant ses vingt ans de règne ne pourra pas le faire au cours d'un mandat". Ahmed Ould Daddah, lui, beaucoup plus technique et piquant, met l'accent sur les chiffres: "la Mauritanie est endettée jusqu'au cou et les chiffres qu'on communique aux mauritaniens sont le résultat de manipulations." Le leader du RFD dénonce également une dictature d'un autre âge. Pour Haïdalla, "la situation de crise que traverse le pays a atteint la ligne rouge: les mauritaniens doivent saisir cette occasion pour renvoyer ce régime." L'homme promet surtout de "ne pas se laisser voler la victoire. **Entraînement à Ould Daddah en 92 et de combattre deux cultures dans le pays: la culture des coups d'Etat et celle du pouvoir personnel**".

La crispation

De dénonciations en surenchère, le pouvoir finit par perdre le contrôle et recourt à ses vieux réflexes: A Kiffa, les partisans de Messaoud sont empêchés, au sixième jour de la campagne, de pénétrer dans la ville sous prétexte que le président sortant s'y trouvait encore. Quelques jours après, alors que les partisans de Haïdalla tenaient leur dernier meeting au stade de la capitale, la police arrêtait l'un de ses fils. Quelques heures plus tard, la même police procédait à l'arrestation d'un second fils du président. Dans un communiqué de presse, la police indique qu'elle est intervenue sur ordre du procureur de la république en ce qui concerne Sidi Ould Haïdalla. La veille, la brigade antiterroriste avait perquisitionné, sans mandat d'arrêt, le domicile du candidat, pour l'arrêter le lendemain avec six autres membres de son staff. Le directeur de campagne avait présenté aux journalistes, deux jours plus tôt, un document intitulé "Grab 1" qui fait état d'un plan de déstabilisation du pouvoir en cas de victoire de Ould Taya. Ce même document sera exposé au public deux jours plus tard par le procureur de la République pour justifier l'arrestation de Haïdalla et de ses collègues. Ould Haïdalla sera libéré le même jour pour permettre à l'élection d'avoir lieu, tout comme son directeur de campagne, le député Ismaël Ould Amar, ce que le même procureur expliquera tardivement au public deux jours après le scrutin. Ould Amar avait parlé auparavant, au cours d'une conférence de presse, d'une manipulation de la justice par le parti-Etat et de cafouillage dans ses milieux. Le député crédite Ould Taya de 20% des suffrages.

Et la fièvre électorale allant crescendo, la police de l'aéroport empêche Lô Gourmo Abdoul, directeur adjoint de la campagne de Haïdalla et membre du bureau exécutif de l'UFP, de quitter le territoire pour la France et lui retire son passeport et tous ses papiers. Parallèlement, dans le camp du président, les conférences se succèdent et dénoncent. Ould Haïdalla y est qualifié de berger qui s'est longtemps consacré à son troupeau en ignorant le sort du peuple.

Election sur fond de crise

C'est dans ce climat d'incertitude et de manque de retenue, où tout le monde tire sur tout le monde, qu'intervient l'élection. Le jour du vote, l'administration, notamment le ministre de l'intérieur, oppose une fin de non recevoir aux représentants des partis d'opposition: wali et hakem signifient à qui veut l'entendre que les représentants des partis en compétition n'auront ni copie de la liste électorale, ni portable et que les vérifications de la conformité entre les pièces d'identité et les listes électorales par les représentants des candidats (droits acquis depuis les élections de 2001) se trouvent, du coup, interdites. A 12 heures ce jour-là, le RFD sort un rapport partiel sur le déroulement de l'opération; le constat est amer: le parti de Ahmed dénonce une fraude sur une grande partie du territoire. Les résultats sont suspects. Ould Taya est, selon une source crédible, informé. Vexé, il demande aux siens de faire quelque chose pour contrer cette campagne. Deux conférences de presse sont alors organisées en catimini au siège de campagne du PRDS et au palais des congrès. Hamoud Ould M'hamed parle de mauvaise foi de l'opposition. A 16 heures 30, le RFD réactualise son rapport; le diagnostic est chaotique et les résultats du scrutin à jamais compromis, disent les responsables du parti. Les trois leaders de l'opposition se sont mis en concertation au cours de toute la journée. A la publication des résultats, tous trois se réunissent et rendent public un communiqué conjoint dans lequel le scrutin est déclaré "nul et non avvenu" et où il est demandée sa reprise. Le soir, au siège du PRDS, Boullah Ould Mogueya, SG du parti, dénonce l'attitude peu ou pas sportive des trois leaders qu'il qualifie de "Trio de retraités". Il salue par la même occasion les deux autres candidats qui ont reconnu les résultats et félicite le président sortant-rentant. Le SG souligne que le communiqué conjoint est une suite logique au fameux Grab 1. Pendant ce temps, l'ancien président est porté disparu, la tension perceptible et les autorités sur leurs nerfs. Le dimanche, Haïdalla réapparaît lors d'un point de presse avec ses partenaires. A six heures du matin le lendemain, il est de nouveau arrêté. 48 heures plus tard, Ahmed Ould Sidi Baba, le patron du RDU, parti de la majorité présidentielle, tient une conférence de presse et reconnaît la transparence du scrutin; l'homme encourage du reste "la naissance d'une nouvelle forme d'opposition", car l'actuelle a, selon lui, échoué. Au même moment, le procureur de la république tient un point de presse et souligne que Ould Haïdalla est poursuivi pour tentative de coup d'Etat.

Alors, cette campagne, fut-elle réellement apaisée? Les bons esprits, eux, aspirent à mieux.